

POLICE FRANÇAISE D'ASSURANCE DES MARCHANDISES TRANSPORTÉES PAR VOIE AÉRIENNE

du 1^{er} juillet 2009

DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX POLICES D'ABONNEMENT

Article premier - Fonctionnement de la police

1°) L'assuré s'oblige à déclarer en aliment à l'assureur, et l'assureur s'oblige à accepter, pendant la durée de la police, et en tant qu'elles y sont applicables :

a) Toutes les expéditions faites pour son compte ou en exécution d'un contrat d'achat ou de vente mettant à sa charge l'obligation d'assurer. Ces expéditions sont couvertes automatiquement à partir du moment où elles sont exposées aux risques garantis, à la condition formelle que la déclaration d'aliment en soit faite à l'assureur dans les trois jours au plus tard de la réception des avis nécessaires.

b) Toutes les expéditions faites pour le compte de tiers qui auraient donné à l'assuré un mandat exprès de pourvoir à l'assurance, à la condition que l'assuré soit intéressé à l'expédition comme commissionnaire, consignataire ou autrement. Ces expéditions ne sont couvertes qu'en vertu de la déclaration d'aliment à l'assureur, leur garantie prenant alors effet depuis la sortie des magasins conformément aux dispositions de l'article 8 des Conditions Générales.

2°) L'intérêt de l'assuré qui ne consisterait que dans l'exécution d'un ordre d'assurance confié par un tiers ne donne pas droit d'application à la police.

3°) Faute par l'assuré de se conformer aux obligations qui lui incombent aux termes du présent article et en considération desquelles la police d'abonnement est souscrite, toute réclamation produite sous l'empire de la police sera de plein droit irrecevable, quelle que soit la date de la survenance de l'événement. En ce cas l'assureur pourra résilier sans délai la police, sans préjudice du droit pour lui d'exiger le paiement des primes afférentes aux expéditions non déclarées, ainsi que le remboursement des sommes réglées par lui pour des sinistres survenus postérieurement à l'inobservation par l'assuré desdites obligations.

4°) L'assureur pourra à tout moment exiger la production des livres et de la correspondance de l'assuré pour vérifier s'il s'est conformé à ses obligations.

5°) La déclaration d'aliment est soumise à l'ensemble des conditions de la police d'assurance auxquelles elle ne peut déroger.

6°) Le terme " assuré " s'applique aussi bien au souscripteur signataire de la police qu'au donneur d'ordre ou au bénéficiaire de l'assurance.

Article 2 - Risques non commencés dans les deux mois

La police ne peut produire aucun effet si, après deux mois de la date de sa souscription, aucune déclaration d'aliment n'a été faite à l'assureur, à moins qu'un autre délai n'ait été convenu expressément.

Article 3 - Accumulation des marchandises assurées

Sans préjudice de ce qui est dit à l'article 26 des Conditions Générales, le plein maximum souscrit par expédition et par avion constitue la limite des engagements de l'assureur. En cas d'accumulation des marchandises assurées, pour quelque cause que ce soit, même par force majeure, dans un lieu quelconque avant le chargement à l'aéroport de départ ou après le déchargement à l'aéroport de destination, l'assureur ne peut être engagé pour une somme supérieure à ce plein maximum.

Les marchandises qui, à l'insu de l'assuré, seraient chargées sur un vol autre que le vol désigné sur la lettre de transport aérien, ou qui seraient transbordées soit avant, soit après le départ de l'avion, demeureront valablement assurées, alors même que, de ce fait, le plein maximum énoncé par avion se trouverait dépassé ; il en sera de même en cas d'accumulation, à l'insu de l'assuré, dans tout autre lieu que les lieux prévus à l'alinéa précédent.

Article 4 - Avions transporteurs

L'article 2 des Conditions Générales est modifié comme suit :

1°) Les chargements faits sur des avions exploités en lignes régulières sont garantis sans surprime.

Par avion exploité en ligne régulière, il faut entendre celui qui appartient à une Compagnie de Navigation aérienne qui le met habituellement et régulièrement à la disposition des usagers suivant des itinéraires déterminés et à des dates fixées à l'avance.

2°) Les chargements faits sur tous autres avions sont tenus couverts moyennant le paiement de primes spéciales.

Article 5 - Suspension et résiliation de la police

1°) Non-paiement d'une prime :

A défaut de paiement d'une prime ou d'une fraction de prime dans les dix jours de son échéance, et indépendamment du droit pour l'assureur de poursuivre l'exécution du contrat en justice, la garantie sera suspendue trente jours après l'envoi d'une lettre recommandée à l'assuré, valant mise en demeure. Au cas où la prime annuelle a été fractionnée, la suspension de la garantie intervenue en cas de non-paiement d'une des fractions de prime produit ses effets jusqu'à expiration de la période annuelle considérée.

L'assureur pourra résilier le contrat dix jours après l'expiration du délai de trente jours ci-dessus visé, par notification faite à l'assuré, soit dans la lettre recommandée de mise en demeure, soit par une nouvelle lettre recommandée.

2°) Election de domicile :

Le liquidateur résidant hors de France continentale sera présumé, lorsque l'assuré aura traité par l'entremise d'un courtier, avoir élu domicile chez ce courtier.

3°) Retrait d'agrément :

En cas de retrait d'agrément, la police cessera de produire ses effets dans les termes des articles L 326-12 et R* 326-1 du Code des Assurances, vis-à-vis de l'entreprise ayant fait l'objet de cette procédure.

4°) Tiers de bonne foi :

La suspension ou la résiliation notifiée par l'assureur demeure sans effet à l'égard du tiers de bonne foi auquel le certificat d'assurance aura été transmis en vertu d'un titre antérieur au sinistre et à la notification de la suspension ou de la résiliation, mais l'assureur sera en droit de réclamer à l'assuré le remboursement de l'indemnité réglée par lui à ce tiers porteur. L'assureur a droit à la prime afférente au certificat d'assurance transmis audit tiers.

L'ensemble des dispositions du présent article est également applicable aux polices souscrites pour le compte de tiers.

Article 6 - Présomption de connaissance d'un événement concernant les marchandises assurées

Les expéditions en cours au moment de la conclusion de la police d'abonnement, ainsi que tous les aliments déclarés pour le compte de tiers, sont soumis aux dispositions de l'article 4 des Conditions Générales.

Article 7 - Durée de la police

Sauf stipulation contraire, la police est souscrite pour une durée d'un an et se renouvellera d'année en année par tacite reconduction.

L'assuré et l'assureur se réservent la faculté réciproque de la résilier à tout moment, par telex ou par lettre recommandée, sous préavis qui, sauf convention contraire, sera d'un mois, ce délai commençant à courir le jour de l'envoi de la lettre. La police ne produira alors son effet qu'à l'égard des marchandises dont les risques assurés auraient commencé à courir avant l'expiration de ce délai.

Lorsque l'assuré aura traité par l'entremise d'un courtier, l'assureur pourra valablement notifier la résiliation à ce courtier.

Article 8 - Polices à alimenter

Les polices à alimenter sont régies par les mêmes dispositions que les polices d'abonnement.